

FORUM ANDRÉ PFLIMLIN, auteur (1)

L'alerte anti-Europe pourrait être salutaire !

Malgré la déferlante eurosceptique et europhobe des élections européennes, on pourrait se rassurer avec les 70 % de députés dits pro-européens. On serait loin du désaveu massif qui justifierait un changement de cap à Bruxelles. De plus, ce seraient autant sinon plus les politiques nationales qui auraient été sanctionnées que la gouvernance européenne.

Bien que particulièrement fondée pour la France, cette lecture pourrait être fatale à l'Union européenne. L'euroscepticisme est bien plus large et plus profond que les 30 % exprimés. Le taux d'abstention de plus de 50 % dans presque tous les pays sans scrutin national associé cache une énorme réserve d'eurosceptiques, particulièrement chez les jeunes car frappés par un taux de chômage effrayant. Cependant, au lendemain de ce cataclysme et au-delà des discours convenus, les réactions politiques nationales et européennes ne montrent pas de réelle volonté de « réformer Bruxelles ».

Comment changer cette Europe trop déconnectée des réalités des citoyens, qui se dilue dans le grand marché mondial, sans valeurs communes autres que la libre concurrence ?

Les six pays fondateurs voulaient garantir non seulement la paix mais aussi la solidarité et notamment la sécurité alimentaire en instituant la préférence communautaire en protégeant le marché interne, ses producteurs et ses consommateurs. Puis cette Europe s'est élargie

au nord, au sud puis à l'est privilégiant le commerce et l'agrandissement plutôt que l'approfondissement.

Pour garantir nos exportations sur le marché mondial, Bruxelles s'est alignée sur les règles de l'OMC, abandonnant la préférence communautaire et privatisant de larges pans de sa politique agricole et alimentaire puis des services publics.

Le projet d'accord de libre-échange transatlantique veut aller plus loin encore. Il vise à la fois la suppression des droits de douane, l'harmonisation des normes sanitaires et environnementales et la libéralisation des investissements étrangers dans tous les secteurs... sauf l'audiovisuel ! De plus les conflits entre un investisseur et un État seraient soumis à un tribunal arbitral de droit privé s'imposant aux États.

Disposant de 33 000 fonctionnaires très diplômés et très disciplinés, la Commission gère le budget et contrôle la mise en œuvre de la réglementation commune.

Chacun de ces trois aspects comporte donc des enjeux majeurs pour l'avenir de l'Europe. Mais le Parlement européen, après avoir donné son accord de principe, n'est pas informé des avancées concrètes de ces négociations ! C'est la Commission qui pilote seule ce chantier majeur et bien peu transparent.

Voilà ce qui peut expliquer la défiance croissante des citoyens européens envers

Bruxelles. Chacun dans son domaine peut constater les méfaits de ce fonctionnement non démocratique.

Nous avons une gouvernance européenne à trois têtes mais qui en est le pilote ?

Le Parlement élu démocratiquement semble encore trop timide malgré les nouveaux pouvoirs octroyés par le traité de Lisbonne.

Les chefs d'État et les ministres réunis en Conseil sont d'abord soucieux des intérêts de leur pays et peu enclins à céder de nouveaux pouvoirs à Bruxelles ; ils sont plus souvent force de contrôle voire d'opposition que de proposition. En fait c'est la Commission qui oriente et qui tient la barre. Disposant d'une administration forte de 33 000 fonctionnaires très diplômés et très disciplinés, elle gère le budget et contrôle la mise en œuvre de la réglementation commune. Elle a aussi l'initiative des propositions de réforme.

Cette Commission semble souvent plus attentive aux souhaits des 15 000 lobbyistes qu'aux critiques, y compris quand elles viennent des instances européennes, tels le Comité économique et social ou le Comité des régions.

Constat sévère, voire injuste car trop partiel, mais qui s'appuie sur des expériences concrètes de collaboration avec Bruxelles dans le secteur de l'agriculture, de l'environnement et de la recherche. Comme dit Edgar Morin (2) « *Bureaucratie et compétitivité sont les deux mamelles de nos sociétés, la première ignore les personnes, la seconde les manipule* ».

Alors que faire pour réformer cette Europe qui nous tient à cœur ?

C'est au nouveau Parlement de reprendre l'initiative en votant de suite l'arrêt ou du moins la suspension des « négociations » des accords de libre-échange, suicidaires non seulement pour l'agriculture, l'environnement, la qualité et la sécurité alimentaire, mais aussi pour les États et l'Union qui seraient privés de leur pouvoir de régulation, donc de leur raison d'être ! C'est ensuite seulement, après avoir analysé les raisons profondes de ce vote eurosceptique croissant et inquiétant, que ce Parlement pourrait redéfinir les priorités, avec toutes les bonnes volontés, au-delà des étiquettes politiques. Ce qui est heureusement assez fréquent à Strasbourg ! Certes, cette initiative bousculerait le traité de Lisbonne en donnant au Parlement européen l'initiative quant aux choix stratégiques, plutôt qu'à la Commission. Clairement, la présidence de l'Union devrait être au Parlement, pas à la Commission. Ce serait la meilleure réponse aux abstentionnistes comme à ceux qui rêvent d'une Europe plus démocratique, plus sociale et plus solidaire.

Pour contrer les vrais europhobes, faisons des eurosceptiques une force de proposition et de progrès, quitte à redéfinir une Europe à plusieurs niveaux d'intégration et de solidarité, au libre choix de chaque pays.

(1) *Europe laitière : valoriser tous les territoires pour construire l'avenir*, Éd. France Agricole, 2010.

(2) *La Voie*, p 128, Éd. Fayard, 2011.

CHRONIQUE

MAURICE THÉVENET
Professeur au Cnam et à Essec Business School



« Bashing »

Le terme « *bashing* » vient d'un verbe signifiant « frapper violemment ». Il se traduit par « dénigrement », mais dans un mode systématique et violent. On a parlé de « *french bashing* » aux États-Unis quand la France s'opposait à la guerre en Irak. Certains l'évoquent aujourd'hui à propos des attitudes vis-à-vis du président de la République ; son « *bashing* » s'exprimerait dans une cote de popularité très basse mais aussi dans la critique généralisée et la dérision irrespectueuse exprimées à son endroit par la presse, les hommes politiques ou les Français. Ce dénigrement systématique pose des problèmes pour le pouvoir, mais aussi pour le bon fonctionnement d'un

État où l'on a besoin d'une autorité légitime et du respect de la fonction de président tout comme, *last but not least*, de sa personne.

Comment en est-on arrivé là ? Les politiques eux-mêmes n'ont pas toujours été tendres pour leurs concitoyens. Daladier, de retour de Munich, traitait déjà de c... la foule des Français venus l'acclamer. Seulement, en 1938, il n'y avait que Saint-John Perse pour divulguer, plus tard, l'information ; alors que des millions de personnes ont entendu en boucle le président précédent apostropher avec le même terme un visiteur du Salon de l'agriculture. Il faut dire que l'affichage public des démêlés de la vie privée, l'apparition publique dans des circonstances triviales éloignées de la fonction, la revendication de la normalité ne peuvent conduire qu'à brouiller le caractère sacré (séparé) du pouvoir et la violence a vite fait de remplacer le sacré.

Mais les politiques sont aussi le reflet de la société qui vit un drôle de paradoxe : le respect y est souvent revendiqué comme la

première des valeurs (c'est le cas au moins pour mes étudiants) alors que la multitude des médias surconsommés de tous ont fait de l'irrespect sous forme de moquerie et de dérision rarement bienveillantes leur langage unique et obligé. Par ailleurs l'émotion, le ressenti (qui touche jusqu'aux températures) et la souffrance n'ont pas seulement toujours raison mais ils désinhibent totalement l'expression du dénigrement.

Certaines entreprises ont intégré le « risque média » dans leur mode opératoire.

Comme le travail et les entreprises ne demeurent pas dans une bulle séparée de la société ambiante, ils peuvent aussi être concernés par les tentations du « *bashing* ». Les entreprises sont toutes de potentielles victimes de campagnes de dénigrement, justifiées ou non, dont la gravité des conséquences pour l'institution et ses salariés n'est pas toujours à la mesure des causes : certaines ont même intégré le « *risque média* » dans

leur mode opératoire afin d'éviter le tremblement de terre du dénigrement, soudain, rapide mais aux conséquences durables. Cela peut concerner les caractéristiques d'un produit ou les effets dramatiques de son utilisation, les comportements de cer-

tains de ses agents, quand ce n'est pas l'appartenance à une profession : nous pensons ici aux agressions vécues par des employés de banque en agence au moment de la crise financière, alors qu'ils étaient bien éloignés, opérationnellement, financièrement et culturellement des stars de la finance internationale qui avaient pris des risques inconsidérés...

Le dénigrement et le déchaînement des passions touchent l'intérieur de l'entreprise comme les autres institutions, toujours vulnérables à l'émergence de boucs émissaires et au déchaînement de violences et c'est d'autant plus fréquent quand les bases des principes d'autorité ne sont plus forcément partagées, quand l'expérience de travail ne permet plus de vivre une qualité de relations humaines qui éviteraient aussi le dénigrement systématique, quand l'autre disparaît derrière sa fonction ou son écran. Mais le travail pourrait aussi être le lieu d'apprentissage d'un vivre-ensemble (plus moderne) ou d'un savoir-vivre (plus traditionnel) qui favorise l'apprentissage du minimum de respect mutuel nécessaire à la vie en société. C'est peut-être aujourd'hui l'une de ses plus grandes responsabilités sociales.